



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service prévention des risques techniques  
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE  
Téléphone : 04 88 17 88 84  
Télécopie : 04 88 17 88 99  
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

## ARRETE PREFECTORAL

du 20 NOV 2015

Portant abrogation de la procédure de consignation  
et des actes subséquents  
pris a l'encontre de la société AZUR Distillation,  
pour l'exploitation de son établissement de fabrication de  
produits viticoles implanté Pont de la Durance,  
84120 PERTUIS

LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'Environnement et notamment son article L 171-8 ;

VU le décret du 11 février 2015, publié au Journal officiel de la République Française le 13 février 2015 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse,

VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 1981, autorisant la société AZUR DISTILLATION à exploiter un établissement de fabrication de produits viticoles sur le territoire de la commune de Pertuis,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013120-0008 du 30 avril 2013, portant consignation d'une somme de 20 000 € à l'encontre de la société AZUR DISTILLATION, pour l'exploitation de son établissement de fabrication de produits viticoles implanté, Pont de la Durance, 84120 PERTUIS, répondant du montant pour respecter les dispositions des article R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2015, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse,

VU le diagnostic de sol du 2 juillet 2013, le dossier de cessation d'activité du 1<sup>er</sup> août 2013, le constat de contrôle de pollution de site du 6 mars 2014, transmis par la société AZUR DISTILLATION à la direction départementale de la protection des populations, par courrier du 4 juin 2014,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 septembre 2015,

CONSIDERANT que les dossiers déposés montrent que le démantèlement des installations et la dépollution du site sont engagés ;

SUR la proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse ;

### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La procédure de consignation prévue à l'article L 171-8 du code de l'environnement et engagée à l'encontre de la société AZUR DISTILLATION, dont le siège social est situé 387, route de Cavaillon 84660 MAUBEC, pour son établissement situé Pont de la Durance 84120 PERTUIS, par arrêté préfectoral n° 2013120-0008 du 30 avril 2013 est abrogée.

Le titre de perception n° 00907008446745120130005139 émis en application de l'arrêté préfectoral mentionné à l'alinéa précédent est abrogé.

#### **ARTICLE 2**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 3**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, Madame la sous-préfète de l'arrondissement d'Apt, Monsieur le directeur départemental des finances publiques, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Monsieur le chef de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, Monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, Monsieur le maire de la commune de Pertuis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont une copie sera adressée à la société AZUR DISTILLATION.

Avignon, le 20 NOV 2015

Pour le préfet,

Le secrétaire général,

  
Thierry DEMARET



## ANNEXE

### **Article L514-6** (Modifié par LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 143)

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

### **Article R514-3-1** (Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2)

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

